

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec le Service des Victimes de la Guerre aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

CHAPITRE II. — Utilisation du numéro d'identification

Art. 3. Les fonctionnaires du Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement visés à l'article 1^{er}, alinéa 4, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

Art. 4. Le numéro d'identification du Registre national ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que pour l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec :

- le titulaire du numéro ou ses représentants légaux;
- les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. La liste des fonctionnaires désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 4, et à l'article 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

2° de openbare overheden en de instellingen aangeduid krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun kunnen medegedeeld worden in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, derde lid, vermelde doeleinden met de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers onderhouden.

HOOFDSTUK II. — Gebruik van het identificatienummer

Art. 3. Aan de onder artikel 1, vierde lid, vermelde ambtenaren van de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt machtiging verleend om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

Art. 4. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer van het Rijksregister enkel gebruikt worden voor het vervullen van de in artikel 1, derde lid, vermelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatiemiddel enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, derde lid, vermelde taken noodzakelijk zijn, met :

- de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordigers;
- de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, vierde lid, en artikel 3 aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 951

[C. - 97/29189]

24 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 1972 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 1997;

Vu le protocole du 27 février 1997 du Comité de Secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement du 10 mars 1997 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 1972 et par l'arrêté du Gouvernement du 28 juin 1996 est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, le jury de promotion pour la nomination à la fonction d'inspecteur général est composé :

1^o d'un président;

2^o de trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Département de la Recherche et de la Formation du Ministère de la Communauté française, titulaires d'un grade de rang 15 au moins;

3^o de trois membres choisis parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires au moins de la fonction à conférer ou titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé à temps plein au sein d'une université organisée par la Communauté française;

4^o de trois membres choisis à raison d'un parmi les représentants de chacune des trois organisations syndicales siégeant au Comité de Secteur IX, proposés par elles et titulaires au moins de la fonction à conférer ou titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé à temps plein au sein d'une université organisée par la Communauté française ou titulaires d'un grade de rang 15 au moins au sein du Département de la Recherche et de la Formation du Ministère de la Communauté française. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. La Ministre-Présidente ayant le statut du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 951

[S - C - 97/29189]

24 APRIL 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, inz. op artikel 1, lid 2, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 28 juni 1972 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 juni 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 31 januari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 5 februari 1997;

Gelet op het protocol d.d. 27 februari 1997 van Sectorcomité IX;

Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 10 maart 1997 over de adviesaanvraag binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 maart 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 28 juni 1972 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 juni 1996, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« In afwijking van de leden 1, 2 en 3 bestaat de bevorderingscommissie voor de benoeming tot de graad van inspecteur-generaal uit :

1° een voorzitter;

2° drie onder de ambtenaren van het Departement Onderwijs, Onderzoek en Vorming van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gekozen leden, titularis van een graad van minstens rang 15;

3° drie onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap gekozen leden die ten minste titularis zijn van het te begeben ambt of titularis van het ambt van gewoon hoogleraar, hoogleraar of docent, voltijds benoemd in een door de Franse Gemeenschap ingerichte universiteit;

4° drie leden die ten minste titularis zijn van het te begeben ambt of titularis van het ambt van gewoon hoogleraar, hoogleraar of docent, voltijds benoemd in een door de Franse Gemeenschap ingerichte universiteit of titularis van een graad van ten minste rang 15 in het Departement van Onderzoek en Vorming van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, en gekozen onder de vertegenwoordigers van en voorgedragen door elk van de drie vakverenigingen die zitting hebben in Sectorcomité IX naar rato van één per vakvereniging. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9414]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 17 avril 1997, M. Toppet-Hoegars, B., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Tongres.

Par arrêté royal du 24 avril 1997, Mme Pinon, D., avocat, juge suppléant à la justice de paix du canton de Tubize, est nommée juge de paix de ce canton.

Par arrêté royal du 2 mai 1997, M. Hermans, J., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de police de Lierre.

Par arrêtés royaux du 6 mai 1997 :

— sont nommés conseiller à la cour d'appel :

— d'Anvers, M. Jordens, M., juge d'instruction au tribunal de première instance d'Anvers;

— de Liège :

— M. Dewart, M., vice-président et juge des saisies au tribunal de première instance d'Eupen;

— Mme Royaux, F., juge au tribunal de commerce de Namur;

— M. Sabbe, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Furnes, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9414]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 17 april 1997 is de heer Toppet-Hoegars, B., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren.

Bij koninklijk besluit van 24 april 1997 is Mevr. Pinon, D., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Tubeke, benoemd tot vrederechter van dit kanton.

Bij koninklijk besluit van 2 mei 1997 is de heer Hermans, J., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Lier.

Bij koninklijke besluiten van 6 mei 1997 :

— zijn benoemd tot raadsheer in het hof van beroep :

— te Antwerpen, de heer Jordens, M., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen;

— te Luik :

— de heer Dewart, M., ondervoorzitter en beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen;

— Mevr. Royaux, F., rechter in de rechtbank van koophandel te Namen;

— is de heer Sabbe, J., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, benoemd tot substituu-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent;